



Restructuration du réseau des finances publiques dans les Hautes Pyrénées : Mensonges gouvernementaux et relais institutionnels locaux.

La réalité : destruction du service public de proximité et destruction d'emplois.

Le député Jean Bernard Sempastous s'est fendu d'un communiqué se réjouissant de la « relocalisation des services des finances publiques » dans notre département, annonçant la déconcentration de services parisiens sur le territoire français, Tarbes bénéficiant ainsi en 2022 de l'installation d'un service d'appui à la publicité foncière.

Dans le même ordre d'idée, le conseil communautaire Tarbes Lourdes Pyrénées réuni le 30 septembre s'est félicité de cette opération et a donné la parole au directeur départemental des finances publiques qui, en fidèle VRP de la politique gouvernementale, s'est empressé de vanter la réorganisation du réseau des finances publiques dans notre département plus connu sous le vocable de **Nouveau Réseau de Proximité**.

Si l'on s'en tenait à ces expressions de purs communicants, qui n'hésitent pas à s'éloigner de la vérité, les citoyens du département seraient portés à croire que ces grandes manœuvres viendront renforcer le service public de proximité.

A ce niveau de déformation de la réalité si caractéristique de la Macronie, une mise au point factuelle s'impose. La Direction des Finances Publiques et le député JB Sempastous annoncent un renforcement du service public.

La réalité :

La suppression des treize trésoreries de proximité du département et la concentration des services des impôts des particuliers et des entreprises sur Tarbes.

Et sous le vocable de démétropolisation tant vantée par le gouvernement, la DGFIP et le député Sempastous que trouve-t-on ?

Aussi difficile à prononcer que vide de sens la démétropolisation ne se traduira en aucun cas par un accueil amélioré du public et des citoyens de notre département mais consistera en la réalisation de travaux à distance pour la tenue d'un fichier immobilier national.

Le Directeur des finances publiques déclare qu'il n'y aura pas de suppression d'emplois publics :

FAUX !

Le Ministère de l'économie vient d'annoncer **2163 destructions d'emplois pour 2021** après les 1959 suppressions d'emplois de 2020.

Et il n'est pas inutile de rappeler que **les services des finances publiques des Hautes Pyrénées ont perdu 200 emplois sur les vingt dernières années, c'est bien cette réalité qui explique aujourd'hui toutes les restructurations et toutes les gesticulations directionnelles.**

Rappelons aussi que les services des finances publiques sont de moins en moins accessibles et ouverts au public, y compris sur TARBES, où l'accueil n'est plus assuré l'après-midi, les services n'acceptant plus en outre les paiements en espèces.

Comment croire que la désertification due à un désengagement de l'État en termes d'implantation de Services publics, d'infrastructures routières ou ferroviaires pourra se résorber d'un claquement de doigts, fussent des doigts de ministres ?

Comment croire que le départ de structures et emplois vers des territoires subissant depuis trop longtemps la désertification sera facile ? Tous les fonctionnaires concernés sont-ils célibataires ou marié.e.s à d'autres fonctionnaires pouvant obtenir leur mutation ou salarié.es du privé devant retrouver un travail ?

Comment croire que le déménagement de ces structures participera à une véritable réimplantation de Services publics ?

Les numéros de claquettes médiatiques, le mensonge, le mépris et l'obstination idéologique, ça suffit !

13 trésoreries fermées + concentration des SIP et SIE à Tarbes :

2 services comptables (Tarbes et Lannemezan)
1 service des impôts des particuliers à Tarbes
1 service des impôts des entreprises à Tarbes
1 paierie départementale en sursis et
1 trésorerie hospitalière à Lourdes.

